

ALGÉRIE

ENJEU

Selon les observateurs, les droits de la personne en Algérie sont régulièrement bafoués par des terroristes islamiques radicaux et par certains éléments des forces de l'ordre dans leur campagne anti-terroriste.

CONTEXTE

Le conflit intérieur qui sévit en Algérie depuis l'interruption du processus électoral et démocratique en 1992 a fait plus de 65,000 morts. Depuis lors, la violence y est routinière. Il n'y a pas de jours où l'on ne rapporte des victimes parmi la population civile. Les femmes, les enfants et les vieillards paient un lourd tribut à cet égard.

Devant la prise des armes par les Islamistes radicaux, les autorités ont recouru à la répression armée pour assurer la défense légitime de l'État. Face à une nébuleuse de groupes islamiques radicaux et armés qui seraient les principaux responsables de la violence et des exactions commises envers la population, les autorités ont opposé des forces de sécurité et des groupes d'auto-défense.

Des rapports faisant état de la passivité des forces de sécurité pour empêcher des tueries de grande envergure ont retenu l'attention de la Communauté internationale et des ONG qui ont ainsi fait porter sur le Gouvernement une responsabilité à tout le moins indirecte dans les massacres. Le Gouvernement algérien a nié énergiquement toute implication directe ou indirecte dans les massacres. Il reconnaît toutefois que certains éléments des forces de sécurité sont parfois responsables d'abus des droits de la personne, et prétend que leurs auteurs sont poursuivis et punis lorsque leurs méfaits sont signalés aux autorités responsables.

Outre l'incapacité du Gouvernement de protéger la population contre la violence, les observateurs qui s'intéressent à la question des droits de la personne font les constats suivants:

- les exécutions extra-judiciaires, la torture et les disparitions seraient assez fréquentes. La Ligue des Droits de l'Homme algérienne (LDHA) aurait reçu des centaines de plaintes sur des disparitions. Elle aurait en vain transmis ces informations aux Ministères de la Justice et de l'Intérieur pour enquêtes;
- la censure de l'information demeurerait systématique en ce qui concerne la sécurité. Malgré cela, la liberté de la presse est plus importante en Algérie que dans la plupart des pays du Moyen-Orient. Les journalistes sont une des cibles privilégiées des terroristes. 59 journalistes ont été tués depuis 1992.

Le désir légitime des observateurs internationaux de connaître ce qui se passe en Algérie, et de promouvoir une amélioration de la situation, a été exprimé à plusieurs reprises par diverses personnalités politiques, dont le Secrétaire-général des Nations Unies. Leurs déclarations ont